

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 20 juillet 2025

Cela fait longtemps, je m'étonnais qu'ils ne se soient pas encore lancés à l'assaut des congés payés et du 13^e mois, ils y viennent enfin. Il y en a qui vont découvrir les bienfaits de la lutte de classe !

Bientôt, vous paierez pour prendre des vacances, pour peu qu'on vous autorise à en prendre. La tendance serait plutôt à les supprimer tout bonnement ou vous décourager d'en prendre. Ils exerceront des pressions pour vous en dissuader, des menaces si nécessaire, si malgré tout vous résistez, vous persistez, vous serez catalogué, mal noté, vous figurerez en bonne place sur la liste des futurs débarqués. Il y aura les besogneux résignés ou zélés et les vacanciers dans chaque atelier ou bureau, bonjour l'ambiance !

Ici en Inde, cela n'existe pas tout simplement ! Vous travaillez l'équivalent d'un 13^e mois en bossant entre 8 et 12 heures par jour, 6 jours sur sept par semaine, hormis la plupart des fonctionnaires et les salariés des grandes entreprises, douze mois sur douze. Tenez, j'ai dégotté un article récent sur ce sujet.

Bienvenue en esclavage renforcé.

L'Inde en quête de productivité : travailler plus ou travailler mieux ? - 24 janvier 2025

Ces derniers mois, plusieurs grands dirigeants ont exprimé le souhait que les jeunes en Inde consacrent 70, voire 90 heures par semaine à leurs emplois afin de propulser l'Inde vers le statut de très grande puissance économique.

<https://lepetitjournal.com/inde/comprendre-inde/linde-en-quete-de-productivite-travailler-plus-ou-travailler-mieux-403094>

J-C – Sans rire, parfois je me demande, si ce ne serait pas l'Inde qui me rendrait malade !

Colonialisme et barbarie d'hier et d'aujourd'hui.

Chapitre XXXI : Genèse du capitaliste industriel - K. Marx : Le Capital (Livre I – Section VIII)

Extrait.

1- Un homme dont la ferveur chrétienne a fait tout le renom, M. W. Howitt, s'exprime ainsi sur la colonisation chrétienne : « *Les barbaries et les atrocités exécrables perpétrées par les races soi-disant chrétiennes dans toutes les régions du monde et contre tous les peuples qu'elles ont pu*

subjuguier n'ont de parallèle dans aucune autre ère de l'histoire universelle, chez aucune race si sauvage, si grossière, si impitoyable, si éhontée qu'elle fût. »

L'histoire de l'administration coloniale des Hollandais - et la Hollande était au XVII^e siècle la nation capitaliste par excellence - « *déroule un tableau de meurtres, de trahisons, de corruption et de bassesse, qui ne sera jamais égalé* ».

J-C – Il y en a toujours pour être surpris par ce qui se passe de nos jours, à croire qu'ils n'ont rien retenu ou appris du passé, cela concerne à peu près tout le monde.

La différence entre la barbarie d'autrefois et celle d'aujourd'hui, c'est qu'à notre époque elle est plus raffinée, mieux emballée, plus minutieusement et consciencieusement accomplie, de manière à faire un maximum de destructions et de victimes. Ils en sont fiers, c'est une victoire, ils l'ajoutent à leur palmarès des horreurs.

Le soir en ce moment, je me passe un film dit historique retraçant le mode de vie des différentes classes aux siècles derniers ou plus loin encore dans le passé, ce qui est marquant, c'est le degré de pourriture qui généralement caractérisait tous les rapports qu'on n'ose pas appelé humains, selon les critères humanistes dont certains se réclament aujourd'hui.

Le peuple était moins bien traité que les animaux, la crasse et la puanteur, la mort rodait partout

Enfin libre, mais quelle cible !

Georges Abdallah libéré après quarante ans : un prisonnier politique bientôt rapatrié au Liban - RT 17 juil. 2025

La cour d'appel de Paris a ordonné, le 17 juillet, la libération conditionnelle de Georges Ibrahim Abdallah, militant libanais pro-palestinien emprisonné depuis 1984 pour complicité dans l'assassinat de diplomates à Paris. Il sera expulsé vers le Liban le 25 juillet, mettant fin à l'une des plus longues incarcérations politiques en Europe.

La décision de la cour d'appel pourrait encore faire l'objet d'un pourvoi, mais celui-ci ne serait pas suspensif. RT 17 juil. 2025

Les "Trente glorieuses" ... de la colonisation.

Dans la page que Wikipédia consacre aux "Trente glorieuses" aux « *Jours heureux* » des staliniens, ne cherchez pas les termes colonisation ou décolonisation, ils n'y figurent pas, or, ils jouèrent un rôle majeur dans le développement économique des pays occidentaux sous régime capitaliste ou impérialiste, durant la période qui allait succéder à la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours.

En fait la décolonisation à partir de 1945 fut principalement constitutionnelle, dans une bien moindre mesure politique ou conditionnelle, car entachée par des accords militaires, et encore moins économique, et ce fut le pillage systématique des richesses des pays dits à l'époque du Tiers-Monde, ainsi que l'exploitation forcenée de leur main d'œuvre bon marché, qui permit en grande

partie aux pays occidentaux d'assurer leur développement économique, de financer l'amélioration du niveau de vie de leurs populations, de corrompre le mouvement ouvrier, et de favoriser l'enrichissement gigantesque de l'oligarchie financière, renforçant ainsi l'aspect impérialiste du capitalisme, qui d'ailleurs allait se manifester par la multiplication des guerres en Asie et en Afrique, au Moyen-Orient, l'apparition de régimes civils ou de dictatures militaires de type fasciste en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, sans oublier évidemment en Afrique et en Asie.

Après plus de six décennies, la France met fin à sa présence militaire permanente au Sénégal - RFI 17 juillet 2025

Une courte cérémonie militaire marquera le passage sous drapeau sénégalais de la dernière base militaire française au Sénégal. Le camp Geille est situé au cœur de la capitale, en plein centre-ville, dans le quartier Ouakam, c'est la plus vaste des six emprises que l'armée française avait encore à Dakar avec cinq hectares. Mais c'est aussi la dernière base militaire française en Afrique de l'Ouest qui ferme aujourd'hui – tout comme l'escale militaire française située à l'aéroport de Dakar. Signe de la reconfiguration globale de la coopération de défense entre la France et l'Afrique.

Pour le Sénégal ce départ marque le point final d'une présence permanente de l'armée française dans le pays depuis l'époque coloniale, comme l'explique le professeur d'histoire à l'université Cheikh Anta Diop, Mor Ndiaye : « *Des éléments qui sont en permanences au Sénégal depuis le XIXe siècle, depuis la période coloniale, qui se sont consolidés depuis 150 ans, soient remis en question constitue tout un symbole. Une période très importante dans l'histoire de la coopération militaire entre la France et le Sénégal.* »

La rétrocession de la dernière base française au Sénégal marque en tout cas la fin de la présence permanente de l'armée française en Afrique de l'Ouest. Reste une emprise franco-gabonaise à Libreville et une base militaire française à Djibouti. RFI 17 juillet 2025

Ils savent à peine lire, mais ils sauront quoi voter...

J-C - Et moi qui pensais que la démocratie, c'était justement l'inverse !

Royaume-Uni : le droit de vote bientôt abaissé à 16 ans pour «moderniser la démocratie» - RT 17 juil. 2025

La réforme, qui devra encore être validée par le Parlement, pourrait entrer en vigueur avant les prochaines législatives, prévues en 2029.

Une mesure qualifiée de « *modernisation de la démocratie* » par l'exécutif travailliste. Angela Rayner, vice-Première ministre, a justifié cette réforme en rappelant que les jeunes « *travaillent, paient des impôts et servent dans l'armée* », estimant donc qu'il est « *normal qu'ils puissent s'exprimer sur les sujets qui les concernent* ». (Entre 16 et 18 ans, ils "*travaillent, paient des impôts et servent dans l'armée*", ah bon! - J-C)

Selon elle, cette initiative vise également à « *aider le plus grand nombre de personnes à exercer leur droit démocratique* », un objectif d'autant plus crucial dans un contexte de faible participation électorale : les dernières législatives n'avaient mobilisé que 59,7 % des électeurs, un taux historiquement bas. (Quand on a à l'esprit leur conception de la démocratie à coups de matraque, bombes ou missiles... - J-C)

Mes commentaires publiés dans un blog.

Article : Conflit israélo-iranien : pétition adressée à l'ONU

- Attendre quelque chose de l'ONU, c'est entretenir délibérément de graves illusions dans une institution internationale qui n'a servi qu'à cautionner la politique belliciste de l'impérialisme américain depuis 1945.

S'adresser à l'ONU c'est se compromettre gravement avec une institution associée à toutes les famines causées par des multinationales occidentales, aux pandémies (fabriquées) qui ont fait des ravages en Afrique notamment, aux guerres et aux guerres civiles ayant fait des dizaines de millions de morts et blessés, aux coups d'Etat et aux massacres de civils innocents, aux dictatures militaires et régimes fascistes ou nazis sur tous les continents, à la misère noire, à la pauvreté et à la précarité absolue de milliards d'hommes et de femmes dans le monde, à leur déplacement ou exode forcé par dizaines de millions, au chômage de masse, etc.

Remettre son sort entre les mains d'une telle organisation relève d'une opération de communication de type opportuniste ou démagogique des plus cyniques, car on ne peut pas croire un instant que leurs auteurs en ignorent la nature et les intentions criminelles. Elle est le bras armé agissant contre tous les peuples, pour le compte de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale pour laquelle seule la survie du capitalisme et son hégémonie sur l'économie mondiale n'a d'importance, tout doit lui être sacrifié si nécessaire.

Par conséquent, on ne peut pas s'associer à une telle démarche, mieux, on doit la dénoncer et la combattre si on a un minimum de conscience de classe.

Réponse à des lecteurs.

- Je vous réponds quand même, avec moi, vous n'êtes pas au bout de vos peines, je vous le garantis!

Il y a des gens qui vivent dans le déni permanent de la réalité ou qui passent leur temps à prendre leurs désirs pour la réalité, car ils ne tirent aucun enseignement des expériences du passé, ils n'ont jamais rien appris.

Ils en appellent au « *droit international* », oubliant que c'est au nom du même principe que fut adoptée la résolution 181 des Nations Unies, qui décréta la partition de la Palestine en 1947, entre autres. En guise de cynisme, on ne peut pas imaginer pire.

Réponse à des lecteurs.

- C'est dans l'air du temps.

Quand on s'adresse à son bourreau pour qu'il vous épargne, cela signifie généralement qu'il est trop tard !

Hier encore, il y avait les gens qui avaient des principes et qui s'y tenaient tant bien que mal, et ceux qui n'avaient pas besoin de se donner cette peine, puisqu'ils n'en possédaient pas ou ils étaient inavouables.

De nos jours, il est de bon ton de ne plus en avoir du tout, parce que paraît-il la droite et la gauche seraient du pareil au même, et ils partageraient les mêmes principes, ce qui n'est pas faux, encore faudrait-il tenir compte que cette caractérisation politique soit liée au fonds de commerce qu'ils ont en commun, l'économie de marché, le profit, le capitalisme, et elle n'affecte en rien les distinctions ou oppositions qui continuent d'exister entre les classes malgré eux ou quoi qu'en disent les uns et les autres.

On aura tout de suite compris quels avantages les partisans du capitalisme pouvaient tirer de l'amalgame entre la droite et la gauche, dans la mesure où elle a pour fonction de faire disparaître cette opposition irréductible entre les classes, et par voie de conséquence le socialisme et la lutte des classes ravalée au rang de collaboration de classes ouvrant la voie au corporatisme, à un régime autoritaire ou de type fasciste.

On aura compris qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des principes pour participer à de tels régimes ou les soutenir, ce que revendiquent finalement les auteurs de cette pétition en guise d'idéal. Qu'il nous soit permis de ne pas en être au nom de nos principes, qu'on ne cherche à imposer à personne. (luttedeclasser.org)

Article : Trump orchestre-t-il une retraite stratégique complète sur tous les fronts

- Il se pourrait que Trump ait été désigné comme liquidateur judiciaire du capitalisme américain et mondial, qui a entamé sa longue agonie depuis au moins un demi-siècle, ce que les tenants du capitalisme ne peuvent admettre évidemment, d'où les spasmes violents et les volte-face soudains chez Trump.

Les Etats-Unis ont conservé leur 750 et quelques bases militaires où sont déployés plus de 200.000 soldats. Quand ils en auront fermé des centaines, on en reparlera. Leur potentiel militaire est demeuré intact, c'est la situation internationale dans son ensemble, qui a évolué dans une direction qui n'est plus favorable aux aventures guerrières américaines, tout comme l'économie mondiale en rapport avec l'évolution exponentielle de la démographie mondiale depuis 1945

Il ne faut pas se focaliser sur le PIB des Etats-Unis dont une grande partie est fictive ou ne se traduit pas en termes de plus-value, et s'ils ont des positions dominantes dans certains secteurs clés, l'énergie, le transport, l'agro-alimentaire, le pharmaceutique, le numérique et l'informatique, le militaire, pour le reste, ils sont à la traîne, et même dans ces secteurs importants ils doivent faire face à de nombreux concurrents qui proposent des produits de qualité équivalente à des prix imbattables. Par exemple, on peut trouver en générique pour moins de 150 dollars, un médicament

pour traiter l'hépatite C commercialisé ou proposé au catalogue sur le marché à 45.000 dollars, autant dire qu'en dehors des pays riches où les Etats prennent en charge les frais médicaux, soit une poignée sur 200, ce médicament américain est vendu nulle part ailleurs dans le monde. Les voitures américaines, on en trouve en Inde, dans la proportion d'1 pour 100 made in India, Corea ou Japan, parfois made in France, la même proportion vaut pour tous les biens d'équipement, le made in USA est une exception, disons un phénomène en voie de disparition avant même qu'il n'ait vu le jour ailleurs qu'en Occident. Tenez, incroyable, je n'en bois pas, ils ont évincé Coca Cola et Pepsi Cola qu'on trouvait partout, c'était même devenu envahissant, je n'en vois plus nulle part ou il faut chercher.

Quant à la dernière transition évoquée avec la Grande-Bretagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est avec les BRICS qu'elle doit se passer, d'où le fait que cela se passe mal, forcément, si la Russie et la Chine avaient fait partie du Commonwealth, ce serait une autre histoire !

Article : 10 jours sans dormir : ce qu'il se passe vraiment dans votre cerveau – La Spécialiste des Insomnies

- Je n'ai pas regardé cette vidéo, mais j'ai une petite idée sur la question, elle vaut ce qu'elle vaut.

- *"Consultante en éducation au sommeil, spécialisée dans l'accompagnement des adultes souffrant d'insomnie chronique"*

Cela existe ? Si chaque fois qu'on a un pet de travers, on s'en remet à un spécialiste, on n'est pas près d'évoluer... et de s'en sortir, cela va de soi.

- *"Elle utilise des approches comportementales, éducatives et basées sur les neurosciences pour aider à restaurer un sommeil naturel, sans médicament."*

Notre espèce se distingue des autres espèces animales par sa faculté (sociale) à agir sur son environnement pour satisfaire ses besoins, paraît-il. Si maintenant il rencontre des difficultés pour s'y adapter, c'est peut-être parce que son interprétation de sa condition et du monde extérieur ne correspond pas à la réalité, autrement dit il développe une tendance schizoïde dont l'origine est sociale, la conséquence est psychosomatique et entraîne des désordres aussi bien biologiques que mentaux.

Article : Les opinions des hommes et l'ingénierie sociale.

(L'auteur de l'article s'est plaint d'avoir été banni des grands médias, après y avoir collaboré durant une longue période.)

- Votre mise au point était tout à fait appropriée. Il n'en est pas resté là. Il a écrit :

– « Comme l'a souligné Noam Chomsky, *«la manière intelligente de maintenir les gens passifs et obéissants est de limiter strictement l'éventail des opinions acceptables, mais de permettre un débat animé à l'intérieur de cet éventail (voire d'encourager les points de vue critiques et dissidents).*

Cela donne aux gens l'impression qu'il y a une libre pensée, alors que les présupposés du système sont constamment renforcés par les limites imposées au spectre du débat». »

Tout comme Chomsky, il ne s'est pas aperçu que durant toute une période, il participa à cette manipulation des consciences.

Car enfin, soyons sérieux, ce qu'il dénonce aujourd'hui prévalait déjà. Tout véritable opposant ou radical n'était jamais invité sur les plateaux de télévision ou les émissions de radio ou alors, on ne lui accorda jamais la parole pendant suffisamment longtemps pour exposer ses idées, et on ne lui permit pas non plus de répondre sur le fond à ses contradicteurs.

Ne soyons pas dupe, la démocratie n'a jamais réellement existé. Elle n'a jamais dépassé le stade des apparences ou d'un vernis collé sur les institutions pour camoufler une dictature en réalité, qui se manifeste au grand jour chaque fois que la crise du capitalisme et ses institutions prend une tournure exacerbée... (luttedeflasse.org)

Lu.

Les gouvernements du Nord ont besoin d'un «ennemi menaçant» pour légitimer l'existence de l'OTAN. Qu'il s'agisse de la menace perçue du communisme (l'Union soviétique durant la guerre froide), des allégations de terrorisme (Al-Qaïda) ou d'autoritarisme (la Russie et la Chine plus récemment), les États membres de l'OTAN alimentent la peur des «ennemis du monde libre» pour convaincre leurs propres populations de la nécessité de militariser davantage leurs sociétés, en renforçant notamment leurs capacités militaires et policières.

Cette rhétorique démagogique permet également d'intégrer des mouvements et des syndicats progressistes à la dynamique guerrière de l'OTAN.

Le concept d'«adversaires potentiels», initialement qualifiés d'«États rebelles» ou d'«États voyous» en 1994, puis de «terrorisme catastrophique» en 1998, allait bientôt désigner la Russie et la Chine.

J-C – Et aussi l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Soudan, l'Iran, la Corée du Nord, Cuba, etc.

Lu.

L'emballlement du discours politico-médiatique en France, avec le chef de l'état-major des forces armées françaises, qui déclare sans sourciller que la Russie a fait de la France une cible prioritaire, est le signe d'un conditionnement des esprits à une guerre longue, molle, qui va impliquer des sacrifices de la part des populations ouest-européennes, habituées à leur confort.

Et cela commence à être ouvertement déclaré, comme ici dans cette émission soi-disant d'analyse politique : « *Le discours du général Burkhard vient après celui du responsable de la DGSE. On a une montée en puissance du discours français, l'idée est de faire prendre conscience aux Français qu'il y a cette menace... et qu'il va falloir faire des efforts !* »

Les élites globalistes, dont Macron et Starmer sont les têtes de proue en Europe, conduisent une guerre mentale contre les populations nationales. Cette dimension, toujours présente dans les conflits armés, est en général dominante à l'égard des populations des pays ennemis, afin de les fragiliser de l'intérieur. RT 13 juil. 2025

Santé.

Parole d'internaute.

Aujourd'hui, je vais te parler d'un mensonge nutritionnel qui a traversé les générations sans jamais être remis en cause : celui de l'acide ascorbique qu'on continue de faire passer pour de la "vitamine C".

Si tu penses que ton comprimé effervescent acheté en pharmacie te "*renforce l'immunité*"... tu es en train d'avaler un dérivé de moisissure noire traité à l'acétone, qui épuise tes réserves de cuivre, dérègle tes mitochondries et augmente ton inflammation de bas grade.

L'acide ascorbique est une molécule de synthèse, isolée chimiquement, fabriquée en laboratoire.

Elle ne représente qu'un fragment du complexe complet de la vitamine C présent dans les vrais aliments.

99 % des compléments vendus comme "*vitamine C*" contiennent uniquement de l'acide ascorbique.

Et d'où vient-il ?

D'un processus de fermentation industrielle utilisant :

du maïs OGM (source de glucose) la moisissure noire *Aspergillus niger*, un allergène reconnu des solvants et acides : acétone, méthanol, éthanol, acide sulfurique

> Plus de 80 % de l'acide ascorbique mondial est produit en Chine, dans de grandes cuves de fermentation.

Les 20 % restants sont produits aux États-Unis avec le même procédé.

Et ce n'est pas tout. Ce processus produit également un sous-produit cancérigène bien connu : le benzène.

Pourquoi cette "fausse" vitamine C te fait plus de mal que de bien ☐

Ton corps reconnaît les aliments complets, pas les molécules isolées de laboratoire.

Et le problème de l'acide ascorbique, c'est qu'il :

n'est pas bio-disponible en tant que vitamine C complète dépouille ton organisme de ses réserves de cuivre, un minéral-clé attaque les glandes surrénales augmente la ferritine (surcharge en fer) →

terrain inflammatoire se transforme en oxalate → formation de cristaux et calculs rénaux déclenche une réponse allergique systémique (digestive, respiratoire, nerveuse, urinaire...)

> Il existe même des études montrant que :

L'acide ascorbique augmente le risque cardiovasculaire

Il ne présente aucun effet antioxydant réel

Il endommage l'ADN

(Voir les sources en dessous comme d'habitude)

Donc pour ceux qui prennent du Berocca en tête de gondole des pharmacies, ah nos chers amis les pharmaciens.

Désolé, mais tu es en train de :

Saboter ta biodisponibilité minérale

Alimenter ton stress oxydatif

Te carencer en cuivre

Et enflammer ton métabolisme

Le marketing t'a vendu une *"immunité boostée"*.

La réalité ? Tu paies pour un stress chimique caché.

Et la vraie vitamine C, alors ?

Elle ne se trouve jamais dans un tube en plastique.

Elle vient des aliments vivants et entiers, qui contiennent le complexe naturel complet, composé de:

Bioflavonoïdes (rutin, quercétine...)

Tyrosinase (enzyme cuivre-dépendante)

Facteurs J, K, P

Ascorbinogène

Minéraux cofacteurs (cuivre, manganèse, etc.)

Sans tous ces cofacteurs ?

Tu n'as pas de vitamine C.

Tu n'as pas d'effet bénéfique.

Tu crées du chaos intérieur.

Où trouver la vraie vitamine C biodisponible ?

Dans des aliments entiers, non transformés, comme :

Cerise d'acérola

Camu camu

Cynorhodon

Citrons

Baies rouges

Foie de bœuf (riche en cuivre indispensable à l'expression enzymatique de la C)

Fruits de mer

Et non, les formes comme :

“Liposomal C”

“Mineral Ascorbate”

“Bioflavonoid-C”

... restent basées sur de l'acide ascorbique. Dérivé de la même moisissure noire.

Tu veux renforcer ton immunité ?

Tu veux régénérer ton énergie ?

Tu veux soutenir tes glandes surrénales et tes mitochondries ?

Commence par retirer les molécules mortes de ton quotidien.

Et si tu veux aller plus loin :

→ Répare ton cuivre

→ Nourris tes enzymes

→ Éteins le feu des oxalates et de la surcharge en fer

> L'acide ascorbique n'est pas de la vitamine C.

C'est un ersatz industriel, sans valeur biologique réelle.

Il attaque ton terrain au lieu de le soutenir.

<https://x.com/vitalholis/status/1944301487997563006?s=46>

France.

Offensive générale de la réaction sur toute la ligne. Ils ne vous promettent que des jours sombres.

J-C – Comment organiser la remise en cause des congés payés par les salariés eux-mêmes avec l'aide des syndicats ouvriers patronaux.

Franceinfo - Échanger ses congés payés contre du salaire ? Les salariés pourraient troquer leurs jours de vacances pour en échange d'une augmentation de leur revenu.

Le gouvernement de François Bayrou a proposé « *la possibilité de monétiser la cinquième semaine de congés payés* ».

Cette cinquième semaine de repos a été décrochée en 1982 par le gouvernement de Pierre Mauroy. Les Français sont de toute manière majoritairement « *hostiles à toute régression de leurs droits sociaux* ».

La ministre a fait une mise au point sur X. Non il ne s'agit pas de la suppression de la 5e semaine de vacances, ni même d'une obligation, mais, assure-t-elle, de la possibilité d'un droit nouveau. Un principe, pointe la ministre comparable à celui du rachat des RTT, pour « *plus de pouvoir d'achat* » et « *qui resterait à la main de chaque salarié* ». Les entreprises peuvent racheter les RTT de leurs salariés, moyennant une majoration, en grande majorité de 25 %, sur le salaire. AFP, 20 minutes.fr, franceinfo.fr 18 juillet 2025

Quand l'Etat antisocial vous agresse à l'arme blanche.

Année blanche, jours fériés supprimés, contribution de solidarité... Ce que propose François Bayrou pour économiser 44 milliards d'euros dans le budget 2026 - franceinfo.fr 15 juillet 2025

François Bayrou a confirmé que 2026 serait "*une année blanche*" en termes de dépenses publiques. Cette mesure permet au gouvernement de ne pas augmenter les prestations sociales (pensions de retraite, allocations familiales, minima sociaux, APL...) d'une année sur l'autre, malgré l'inflation. "*Une année blanche, c'est une année où on aura exactement le même montant des retraites que celui qu'on avait en 2025*", a notamment illustré le Premier ministre.

"*Les barèmes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée seront eux aussi maintenus à leur niveau de cette année*", a ajouté François Bayrou, ce qui entraînera mécaniquement une hausse des impôts. Le chef du gouvernement a minimisé les conséquences de

cette année blanche pour le pouvoir d'achat, en raison de la quasi *"disparition de l'inflation qui nous attend"*.

L'Etat, pour *"montrer l'exemple"*, va geler ses dépenses en 2026 au niveau de 2025, *"à l'exception de l'augmentation de la charge de la dette et des dépenses supplémentaires pour le budget des armées"*, a énoncé François Bayrou. Du côté des fonctionnaires, *"il n'y aura pas de mesures de revalorisation générale ou catégorielles dans les ministères"*, a annoncé le Premier ministre, précisant que *"les règles d'avancement dans la carrière des fonctionnaires"* seront en revanche *"intégralement respectées"*.

Le Premier ministre veut aussi mettre en place *"une règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite"* et la réduction de *"3 000"* emplois publics dès l'année prochaine, à l'exception des postes d'élèves-professeurs. François Bayrou a aussi annoncé vouloir fusionner ou supprimer certaines agences *"improductives"* de l'Etat, un projet qui était dans les tuyaux depuis plusieurs semaines.

Le chef du gouvernement veut aussi céder une partie du patrimoine étatique, en créant une société foncière pour s'en occuper, et céder ses participations dans certaines entreprises.

Afin de *"travailler plus"* pour *"produire plus"*, le chef du gouvernement propose de supprimer deux jours fériés, à savoir le lundi de Pâques, *"qui n'a aucune signification religieuse"*, et le 8-Mai, jour de l'armistice de la Seconde guerre mondiale. Selon le Premier ministre, le *"mois de mai est devenu un véritable gruyère, où l'on saute de ponts en viaducs de congés"*.

Du côté de la Sécurité sociale, François Bayrou veut *"responsabiliser les patients pour que le coût de la santé soit plus concret pour nos concitoyens"*. Il prévoit d'*"engager une réforme en profondeur de prise en charge"* des affections longue durée (ALD) avec, *"dès 2026, des mesures visant à sortir du remboursement à 100% des médicaments qui sont sans lien avec les affections déclarées"*.

Toujours dans le secteur de la santé, le plafond des franchises médicales sera par ailleurs doublé. *"Chaque fois que nous achetons une boîte de médicaments, nous en payons une partie"* [1 euro par boîte], avec un plafond fixé *"à 50 euros par an"*, a indiqué François Bayrou. *"Nous pousserons ce plafond à 100 euros"*, a-t-il ajouté, sans préciser si le plafond ne concernerait que les boîtes de médicaments ou bien les autres dépenses de soins soumises à franchise (actes médicaux et transports sanitaires).

Estimant qu'*"il n'est pas normal qu'un pays comme le nôtre, avec autant d'emplois offerts, conserve un taux de chômage au-dessus de 7%"*, François Bayrou va proposer deux négociations aux partenaires sociaux sur l'assurance-chômage et sur le droit du travail. La ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, a précisé ensuite qu'elle souhaitait que ces discussions aboutissent avant la fin de l'année.

Une réforme de l'assurance-chômage portée par Gabriel Attal avait été suspendue puis abandonnée en raison de la dissolution. Mais l'ex-Premier ministre a récemment déposé une nouvelle proposition de loi visant à raccourcir la durée de versement de l'allocation (de dix-huit à quinze mois) et une augmentation du nombre de jours travaillés pour être éligible à une prestation (huit mois contre six actuellement).

François Bayrou remet aussi au goût du jour une ancienne promesse de campagne d'Emmanuel Macron en proposant de créer *"une allocation sociale unifiée"*, qui fusionnerait plusieurs prestations sociales (RSA, prime d'activité...).

Pour faire des économies, François Bayrou entend aussi supprimer l'abattement fiscal de 10% sur les revenus des retraités, une niche fiscale qui s'applique aussi aux pensions alimentaires et aux pensions d'invalidité. Cette mesure toucherait tous les retraités imposables, soit 14,96 millions de ménages.

Cet abattement avait été introduit en 1978 sous Valéry Giscard d'Estaing pour mettre les retraités à égalité avec les actifs. Sa suppression ferait entrer mécaniquement des foyers dans la deuxième tranche d'imposition (de 11 498 euros à 29 315 euros), à partir de laquelle une personne est imposable. En compensation, le Premier ministre a annoncé la création d'un forfait annuel, *"ce qui permettra d'avantager les petites retraites, de garantir un pouvoir d'achat inchangé aux retraites moyennes et de remettre dans le droit commun les retraites les plus importantes"*. Ce forfait sera de 2 000 euros par an, a précisé Eric Lombard, ministre de l'Economie, sur France 2.

En martelant que *"l'effort de la nation se doit d'être équitable"* pour redresser les finances publiques, le chef du gouvernement a annoncé la création d'une *"contribution de solidarité"* pour les Français *"les plus fortunés"*, sans préciser davantage les contours de cette proposition. Cette contribution *"devra faire participer à l'effort national les plus hauts revenus"*, a déclaré François Bayrou, en rappelant aussi sa volonté de *"lutter contre l'optimisation abusive des patrimoines non productifs"*.

Réaction de l'intersyndicale jaune qui ne rejette pas le Budget 2026.

- *"Encore faut-il que les efforts qui soient demandés soient partagés et équitables."* sur BFM Business Cyril Chabanier, président de la CFTC

- *"L'idée est de réfléchir ensemble à une possible riposte commune et de se coordonner, éventuellement, face au gouvernement."* Frédéric Souillot, secrétaire général de Force ouvrière au Monde.

- En attendant de *"voir le positionnement des uns et des autres dans le contexte"*, d'après Luc Mathieu, l'un des secrétaires nationaux de la CFDT, chacun reste prudent sur la forme que pourrait prendre la mobilisation syndicale à la rentrée.

Interrogée jeudi matin sur la possibilité d'encourager une grève générale dans l'économie, Marylise Léon (CFDT) a estimé sur France Inter que *"là, c'est le temps de la discussion, on va ouvrir des espaces de discussion et de dialogue pour se dire comment on peut peser et faire reculer un certain nombre de mesures"*.

"A la fin de l'été, fin août, début septembre, la mobilisation de la CFDT n'est absolument pas exclue. Ça fait partie du panel de la possibilité d'actions."

- La CGT assure à franceinfo que ses instances doivent se réunir en début de semaine pour évoquer la stratégie à adopter en vue des prochaines semaines, au-delà de l'appel à la *"mobilisation"* lancé par sa dirigeante, Sophie Binet.

- La CFE-CGC est, elle aussi, très mécontente. *"L'idée d'une réponse collective à ces attaques scandaleuses peut se révéler nécessaire, et il serait alors presque impossible, pour mon organisation, de ne pas s'y associer"*, a affirmé auprès du Monde François Hommeril, dirigeant du syndicat des cadres. franceinfo.fr 18 juillet 2025

J-C – Vous aurez constaté, que la perspective d'une mobilisation générale de la classe ouvrière pour obtenir le retrait de toutes les mesures antisociales annoncées par Bayrou, ne les emballe pas vraiment, ils traînent les pieds, ils feront tout pour qu'elles passent. A nous de nous organiser et d'organiser les masses, sans se bercer d'illusions, en proposant en perspective le renversement du régime en place...

Une offensive générale de Paris à Washington.

Le HuffPost/AFP - Un projet dont le FMI soutient le principe : il souligne « *le besoin urgent de renforcer les finances publiques* » françaises et « *de poursuivre les réformes structurelles* ».

« *L'ajustement budgétaire à moyen terme envisagé par les autorités est adéquat pour renforcer les finances publiques et doit être soutenu par (...) un ensemble de mesures crédibles et bien conçues* », écrit-il. Pour le FMI, la « *priorité* » de cet « *assainissement budgétaire* » devra être « *la rationalisation des dépenses courantes* » aussi bien de « *l'administration* » que de la « *Sécurité sociale* ». Le HuffPost/AFP 14 juillet 2025

Quand Macron fait l'apologie de la terreur.

Big bang des Armées : « *Pour être libre, il faut être craint* », martèle Macron - LePoint.fr 14 juillet 2025

Durant sa traditionnelle prise de parole au ministère des Armées à la veille du 14 juillet, Emmanuel Macron a annoncé une accélération de l'augmentation du budget des armées, avec un doublement du budget par rapport à 2017 qui sera atteint non plus en 2030 comme prévu mais dès 2027, à la fin du second mandat du président. En prenant en compte l'inflation, l'augmentation est plus modeste – de 40 % environ et non de 100 % – mais il s'agit néanmoins d'un effort conséquent.

Des rallonges de 3,5 milliards en 2026 et 3 milliards en 2027 devront être votées et financées, pour atteindre 64 milliards en 2027, à comparer aux 32,2 milliards du budget des Armées en 2017.

« *Cet effort nouveau est proportionné, crédible, indispensable* », a martelé Emmanuel Macron, estimant que c'est « *juste ce qu'il nous faut, mais vraiment ce qu'il nous faut* », alors que « *notre liberté n'a jamais été autant menacée depuis 1945* ». « *Pour être libre, il faut être craint ; pour être craint, il faut être puissant* », a-t-il résumé, alors qu'il venait d'envisager un conflit de haute intensité en Europe « *dans les 3 ou 4 années qui viennent* ».

Sondage : sept Français sur dix favorables à une hausse des dépenses militaires - RT 13 juil. 2025

Selon un sondage Odoxa-Backbone Consulting pour Le Figaro, paru la veille du 14 juillet, 81% des Français se déclarent «*patriotes*» et 72% estiment qu'il faudrait augmenter les dépenses militaires. «*C'est 15 points de plus qu'en mars 2019, avant la guerre en Ukraine*», note l'institut de sondages. RT 13 juil. 2025

J-C - Ils osent tout, c'est à cela qu'on les reconnaît !

Lu dans un article publié par RT le 14 juillet 2025.

Bien entendu, tout cela relève d'une vaste manipulation de l'opinion, cachant un tout autre objectif.

La clef se trouve dans l'adoption fin juin par les 32 pays de l'OTAN d'un seuil des dépenses de Défense à 5% du PIB. Un chantage de Trump dans lequel les européens ont sauté à pieds joints.

En effet, en regardant de plus près la reprise des livraisons d'armes américaines à l'Ukraine, on observe en réalité un schéma plus subtil que les annonces tonitruantes de Trump. Dans les faits, les Etats-Unis autorisent avant tout les européens à leur acheter des armes pour les donner ensuite à l'Ukraine. Ce que confirme le New-York-Times.

C'est le même mécanisme avec les 5% de l'OTAN. Un jackpot pour le complexe militaro-industriel américain, des miettes pour les entreprises européennes, et à fortiori françaises. Entreprises qui d'ailleurs n'arrivent déjà pas à se faire payer par l'État, comme l'a révélé l'inquiétante enquête du magazine *Challenges*.

Dans ce contexte, les augmentations de commandes de matériel annoncées par Macron laissent perplexe, la première étape consistant déjà à éponger les 6,8 milliards d'impayés. Soit de quoi absorber l'intégralité des 6,5 milliards d'augmentations de budgets annoncées par Macron.

Bref, pour ne pas froisser «*papa*» Trump et essayer de l'amadouer, notamment sur la question des droits de douanes, il va falloir trouver de l'argent pour les dépenses militaires.

Pour cela, il faudra donc soit augmenter les impôts, soit faire des coupes dans d'autres budgets, soit puiser dans l'épargne des Français. Tout cela en parallèle des 40 milliards d'économies que cherche déjà à trouver François Bayrou entre deux allers-retours à Pau. Une équation impossible.

Couper dans les dépenses sociales, c'est risquer la révolte notamment des banlieues de l'immigration, qui vivent d'allocations.

Augmenter les impôts, c'est effondrer un peu plus un système économique au bord de l'asphyxie fiscale, symbolisée par la popularité du mouvement des «*Nicolas*».

Il ne reste sans doute que l'épargne, même si Macron s'est bien gardé dans son intervention de donner la moindre piste sur les moyens de ses annonces pour augmenter quand même le budget de la Défense.

Un budget d'autant plus particulier que beaucoup de citoyens n'en perçoivent pas immédiatement l'intérêt. En effet, la Défense sert principalement à protéger son pays. Quand il n'est pas menacé, et n'a aucune chance de l'être parce qu'il est doté de la dissuasion nucléaire et fait partie de puissantes

alliances, les gens ont plutôt l'instinct de penser que ce poste de dépense peut être réduit au minimum. Ce qui a d'ailleurs été le cas pendant des décennies, le piètre état réel de l'armée française derrière le village Potemkine du défilé du 14 juillet en faisant foi.

Bref, pour faire accepter n'importe quoi, comme par exemple de leur confier demain votre épargne, la recette qui fonctionne le mieux est toujours la même : la peur.

Alors le chef d'état-major des Armées et Macron insistent sur un ennemi dont aucun service de renseignement sérieux ne peut dire qu'il est réel.

Et les mêmes s'inventent des activités avec la « *coalition des volontaires* », dont ils savent pertinemment (à moins d'être parfaitement idiots, ce qui est toujours une hypothèse à ne pas négliger) qu'elles ne se mettront jamais en place, pour pouvoir donner un écho plus concret à la lutte contre cette prétendue menace.

Et pour finir, Macron joue sur les peurs et la mobilisation de citoyens inquiets avec des discours alarmistes sur le « *réarmement général* ».

Le même schéma s'observe de façon absolument identique dans quasiment tous les autres pays concernés, la manipulation est globale. Le seul but dans tout cela, c'est de faire avaler à l'opinion publique une augmentation des budgets de Défense destinés à satisfaire l'ogre américain, en manque depuis ses défaites en Irak et en Afghanistan.

Tout comme pour les attaques contre la liberté d'expression, la Russie ici ne sert que d'épouvantail, cachant en réalité un tout autre agenda. 14 juillet 2025

Confirmation.

RT 14 juillet 2025 - Un accord a été conclu ce 14 juillet au bureau ovale, entre le président américain et le secrétaire général de l'OTAN. « *Nous avons conclu un accord aujourd'hui selon lequel nous allons leur envoyer des armes et ils vont les payer* », a déclaré à ce sujet Donald Trump, en face à Mark Rutte.

« *C'est tout à fait logique* », a acquiescé ce dernier, vantant le « *formidable succès* » du sommet de l'OTAN à La Haye où les pays membres du bloc militaire piloté par Washington se sont engagés à augmenter leurs dépenses militaires à 5% de leur PIB.

« *Il s'agit de milliards de dollars d'équipements militaires qui vont être achetés aux États-Unis* », a ajouté le président américain. Des armements made in USA qui « *iront à l'OTAN, et qui seront rapidement distribués sur le champ de bataille* ». Interrogé sur la fourniture de batteries Patriot et leurs missiles sol-air, Donald Trump a assuré les journalistes que ces armements devraient arriver en Ukraine « *sous quelques jours* ». RT 14 juillet 2025

Etats-Unis.

On a étouffé l'affaire Epstein non pour protéger des personnes, mais pour protéger un système, Le Système. - brunobertez.com 8 juillet 2025

Les dossiers Epstein n'ont jamais été étouffés pour protéger les victimes | Ils l'ont été pour protéger le pouvoir

La décision du gouvernement américain de clore officiellement l'affaire Epstein, sous prétexte qu'il n'existe aucune « *liste de clients* », aucun tiers passible de poursuites et rien d'autre à divulguer, ne constitue pas un jugement de justice.

Il s'agit d'une manœuvre politique.

Une suppression stratégique d'un élément bien plus dangereux que des noms salaces : on a dissimulé les mécanismes d'un contrôle.

La déclaration la plus révélatrice ne provient pas de sources anonymes ni de spéculations marginales.

Elle émane directement de la procureure générale Pam Bondi, qui a publiquement confirmé, selon ses propres termes, l'existence de « *dizaines de milliers de vidéos* » de Jeffrey Epstein « *avec des enfants ou de la pédopornographie* ». Elle a d'abord fait cette affirmation sur une vidéo enregistrée secrètement. Puis, dans une tentative apparente d'anticiper la publication, elle l'a réitérée publiquement. Ce n'était pas un lapsus. C'était une confirmation que le ministère de la Justice possède des preuves criminelles à grande échelle.

Et pourtant... personne n'a été inculpé. Aucun nom influent n'a été dévoilé. Le ministère de la Justice insiste sur le fait que les documents ne contiennent aucune « *liste de clients* », aucun dossier de chantage, et qu'Epstein a agi seul.

Comment est-ce possible ?

Une opération transnationale impliquant des jets privés, des comptes offshore, des complexes insulaires, une infrastructure de surveillance étatique et des connexions avec des acteurs financiers liés aux services de renseignement n'a impliqué personne, si ce n'est un seul mort, selon la version officielle.

Ce n'est pas de l'incompétence, c'est de la retenue. Si le réseau Epstein a effectivement été exploité à des fins d'influence, que ce soit par un service de renseignement étranger ou une faction locale rebelle, sa révélation complète ne se limiterait pas à la chute d'individus. Elle anéantirait la confiance dans des institutions entières. Tribunaux, agences de renseignement, dynasties politiques et même alliés étrangers seraient mis au jour.

Comme on pouvait s'y attendre, la réponse du gouvernement est de tout étouffer sous prétexte de « *protéger les victimes* », alors même que nombre d'entre elles réclament publiquement la publication des dossiers. La vérité n'est pas cachée pour leur épargner la douleur. Elle est occultée pour protéger les personnes et les structures qui laissent perdurer cette souffrance.

Cela explique aussi pourquoi des personnalités comme Kash Patel et Dan Bongino, autrefois farouches critiques de l'affaire Epstein, ont changé de ton depuis leur arrivée à la tête du FBI. Ces hommes avaient autrefois évoqué ouvertement les liens probables d'Epstein avec les services de renseignement. Aujourd'hui au pouvoir, ils approuvent la conclusion officielle : suicide, pas de réseau, rien à voir. Soit ils avaient tort à l'époque, soit ils ont été absorbés par le même système qu'ils qualifiaient autrefois de corrompu.

Leur silence est plus éloquent que n'importe quel communiqué de presse.

Lorsqu'Elon Musk a évoqué, puis supprimé, une allégation selon laquelle Trump figurait dans les fichiers, une question plus profonde s'est posée : si tel était le cas, pourquoi l'administration Biden n'utiliserait-elle pas cette information en année électorale ? Soit Musk mentait, soit sa divulgation ne porterait pas préjudice à un seul rival politique. Elle entraînerait la chute de personnalité des deux partis. Elle révélerait que le réseau n'était pas partisan, mais systémique. Une destruction mutuelle assurée, renforcée par le silence.

Et voilà. Un secret de polichinelle scellé.

Des responsables publics confirment l'existence de milliers de vidéos explicites impliquant des mineurs, et un système fédéral qui affirme « *il n'y a plus rien à faire* ». Ce n'est pas de la justice. C'est de la démolition contrôlée.

Les dossiers Epstein n'ont jamais été de simples preuves. Ils ont servi de levier. Et ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas une conclusion juridique. C'est le système qui se protège des conséquences de sa propre complicité. Et jusqu'à ce que cela change, nous sommes tous gouvernés par ce qui reste enfoui.

J-C – J'ai lu dans trois articles et vidéos bien documentés apparemment, que Epstein et Trump s'étaient fréquentés pendant une quinzaine d'années, et qu'ils se seraient rencontrés une multitude de fois durant cette période, il existerait une montagne de témoignages écrits et de photos qui le prouvent. Trump n'était pas le dernier à apparaître entouré de très jeunes filles, et à avoir voyagé avec Epstein dans son jet privé, ceci explique cela.

Ils ont pu jeter leur dévolu sur Trump, parce qu'il le tenait par les couilles, au premier écart il le descendrait en utilisant ce dossier. Trump est comme tous les parvenus dévorés d'ambition qui une fois qu'ils ont fait fortune, usent de leur fric pour se livrer à toute sorte de perversions sexuelles... éventuellement s'acheter un mannequin ou une prostituée slave.

Donald Trump menace à nouveau les BRICS - RT 19 juil. 2025

Selon Donald Trump, le groupe des BRICS « *se démode rapidement* ». Le président américain a mis en garde contre toute tentative du groupe de défier le dollar américain, avertissant qu'une telle mesure serait sévèrement réprimée économiquement.

S'exprimant à la Maison Blanche le 18 juillet, il s'en est pris à ce qu'il a qualifié de tentatives des BRICS d'affaiblir le dollar : « *Ils voulaient essayer de dépasser le dollar, la domination du dollar, et son statut d'étalon. J'ai donc dit, tous ceux qui font partie de ce groupe BRICS, vous serez soumis à des droits de douane de 10 %.* »

Donald Trump a souligné que Washington ne ménagerait aucun effort pour préserver l'hégémonie du dollar. « *La monnaie de réserve est si importante. Vous savez, si nous la perdions, ce serait comme perdre une guerre mondiale* », a-t-il affirmé.

En octobre dernier, le ministre russe des Finances, Anton Silouanov, avait déclaré que la part des monnaies nationales dans les échanges commerciaux des pays BRICS avait atteint 65 %, la part du dollar et de l'euro ayant reculé sous la barre des 30 %.

Plus tôt cette semaine, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a expliqué que les pays des BRICS étudiaient des alternatives au dollar « *pour se protéger de l'arbitraire américain* ».

« *Personne au sein des BRICS ne soulève la question de la substitution du dollar* », a toutefois déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov. Selon lui, les BRICS n'ont jamais été conçus comme des rivaux des États-Unis. « *Le langage des menaces et de la manipulation [...] n'est pas la manière de s'adresser aux membres de ce groupe* », a-t-il néanmoins averti. RT 19 juil. 2025

J-C – Voilà un élément qui confirme mon analyse...

Palestine occupée.

En Colombie, douze pays se mettent d'accord pour interdire toute fourniture d'armes à Israël - Courrier international 17 juillet 2025

La Colombie, la Bolivie, Cuba, l'Indonésie, l'Irak, la Libye, la Malaisie, la Namibie, le Nicaragua, Oman, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et l'Afrique du Sud refusent de “*rester des observateurs passifs face à la dévastation du territoire palestinien occupé et au déni du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination*”, selon la déclaration du Groupe de La Haye – une coalition d'États qui tenait les 15 et 16 juillet son premier sommet en Colombie –, reprise par le journal El Espectador.

Bien qu'il s'agisse avant tout d'un geste symbolique, dans la mesure où ces pays ne disposent pas de puissants leviers d'action sur Israël ou son allié américain, cette déclaration “*va au-delà du simple discours*”. Elle contraste avec celle des membres l'Union européenne, qui ne sont pas parvenus dans le même temps à s'entendre pour mettre fin aux accords commerciaux et de recherche existants avec Israël, note le journal de Bogota.

Les 12 pays signataires (sur 32 participants au sommet) refusent également de laisser accoster les navires pouvant transporter des armes vers Israël et s'engagent à garantir l'application du droit international afin de renforcer “*l'obligation [pour Israël] de rendre des comptes pour les crimes graves*” commis, précise encore le quotidien colombien.

Présente à l'événement, la rapporteure spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens, Francesca Albanese, a pour sa part déclaré à El Espectador que “*ne pas parler de génocide c'est déjà prendre une posture politique*”. Plus de 58 000 Palestiniens, dont 30 % d'enfants, sont morts lors des vingt et un mois de l'offensive israélienne qui a rasé des quartiers entiers, enfouissant des hôpitaux et des écoles sous les bombes “*devant les caméras des rares journalistes palestiniens encore en vie*”, écrit El País América.

Très critiques envers Israël, la Colombie – dirigée pour la première fois par un président de gauche, Gustavo Petro – et l'Afrique du Sud – qui a longtemps vécu sous un régime d'apartheid – coprésident le Groupe de La Haye, créé en janvier 2025 aux Pays-Bas et composé de six autres pays : Bolivie, Cuba, Honduras, Malaisie, Namibie et Sénégal. Courrier international 17 juillet 2025

J-C – *« Bien qu'il s'agisse avant tout d'un geste symbolique, dans la mesure où ces pays ne disposent pas de puissants leviers d'action sur Israël ou son allié américain », ah bon, imaginons qu'ils rompent leurs relations avec les Etats-Unis désignés comme le commanditaire ou à l'origine de ce génocide, cela pourrait donner à d'autres Etats qui en meurent d'envie, le courage de les imiter, en fait aucun d'entre eux n'ose s'y risquer par crainte des représailles économiques et politiques. Qu'ils rompent avec l'ONU ! Ils en sont incapables, on aura compris pourquoi.*

Un milliardaire suédois vend une partie de ses investissements pour aider Gaza - Al-Manar 15 juillet 2025

Le célèbre milliardaire suédois de l'immobilier Roger Akelius a annoncé son intention de vendre une partie de ses parts dans Castelium, l'un de ses investissements les plus importants, afin de financer des projets humanitaires et de développement à Gaza, selon le magazine financier *Avarsvarde*.

Akelius, connu pour ses initiatives philanthropiques audacieuses, a déclaré que le produit de la vente serait entièrement consacré à des projets de développement pour les Palestiniens, compte tenu de ce qu'il a décrit comme la *«détérioration de la situation humanitaire dans les territoires palestiniens»*.

«Les Israéliens n'agissent pas comme le peuple élu de Dieu, mais comme des serviteurs de Satan», a déclaré le milliardaire au journal. Il a été accusé d'antisémitisme par de nombreux journalistes et militants sionistes. (C'est injuste, il n'a même pas évoqué le génocide en cours. – J-C)

Dans une interview accordée au journal Dagens ETC en novembre, Akelius a déclaré que le Hamas devrait être décrit comme un groupe de *«combattants de la liberté»*.

En juin 2025, sa Fondation Akelius avait déjà fait un don de 55 millions de dollars à l'UNICEF à Gaza et en Cisjordanie.

C'est en 2014, plusieurs semaines après la 3ème guerre israélienne contre la bande de Gaza, au cours de laquelle plus de 2000 personnes ont été tuées, selon l'ONU que Roger Akelius a commencé à faire des dons à la bande de Gaza.

Il a investi 100 millions de couronnes dans le projet de SOS Villages d'Enfants visant à construire un quartier pour enfants dans la ville de Rafah, à Gaza. L'organisation le qualifie de *«village d'enfants»*, un lieu comprenant plusieurs maisons pour une centaine d'orphelins, des bureaux et un soutien aux familles vulnérables.

«J'ai pensé aux petits enfants. Des enfants de cinq ans dont le père et la mère ont été assassinés. C'est un traumatisme énorme pour un enfant de cinq ans de ne pas avoir d'adulte vers qui se tourner».

Aujourd'hui, tout le quartier est en ruines après avoir été rasé par un bombardement israélien.

Lorsqu'il a appris qu'il a été détruit, il a déclaré : *«Nous allons construire de nouveaux orphelinats. Il y en aura au moins 100 millions de plus. Peut-être qu'il sera à nouveau bombardé, mais en attendant, certains enfants auront une vie plus supportable»*.

En complément.

- Ehud Olmert : « *La cité humanitaire* » qu’Israël prévoit de construire à Rafah pour les Gazaouis est « *un camp de concentration* ». Al-Manar 15 juillet 2025

L’extermination continue.

- Bande de Gaza : au moins 85 Palestiniens tués dans des bombardements israéliens - RT 13 juil. 2025

- Guerre à Gaza: des frappes israéliennes font au moins 27 morts, dont des enfants - BFMTV 13 juillet 2025

- Gaza: Des raids israéliens font 43 victimes - 20 Minutes/AFP 14 juillet 2025

- Gaza: la Défense civile fait état de 18 personnes tuées par des raids et tirs israéliens - AFP 15 juillet 2025

- Au moins 20 morts dans une bousculade sur un site de distribution d'aide à Gaza - euronews 16 juillet 2025

Guerre des 12 jours : les révélations anti-désinformatives d’Alastair Crooke - Réseau Voltaire 16 juillet 2025

Les révélations d’Alastair Crooke sur la victoire iranienne et le cessez-le-feu proclamé par les États-Unis modifient notre perception de cette guerre de 12 jours. Non, Israël n’est pas en position de dominer le Moyen-Orient.

Par Alfredo Jalife-Rahme

Alors que commence à se dissiper l’épaisse fumée de la Première Guerre mondiale de désinformation orwellienne, pleine de mensonges et de tromperies, l’ancien diplomate britannique Alastair Crooke, à contre-courant de la propagande goebbelsienne occidentale, révèle des informations troublantes [1].

Selon Alastair Crooke, les cyberattaques massives et les drones provenant d’Azerbaïdjan et d’Erbil – capitale de la province autonome du Kurdistan irakien, en alliance avec le groupe terroriste renégat MEK (Mujahideen-el Khalq) –, ainsi que le puissant logiciel terrestre et satellitaire des États-Unis, ont constitué une part essentielle de la perfide attaque d’Israël contre l’Iran.

L’attaque israélienne a été mise en scène un jour après la révélation de la complicité de l’Argentin Rafael Grossi, ignominieux directeur de l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA) – accusé par l’Iran et la Russie d’être un vulgaire agent du Mossad – et à la veille des négociations trompeuses de Téhéran avec les États-Unis.

Ce sont ces attaques perfides – qui, selon Alastair Crooke, ont nécessité plusieurs années de préparation interne/régionale – qui ont paralysé le pays perse pendant huit heures, affectant ses systèmes de défense. Israël et les États-Unis visaient le K.O.

L'Iran a pu se remettre de ces attaques – principalement menées par des cellules dormantes internes du Mossad qui s'étaient préparées pendant des années – et infliger de graves dommages – dissimulés par la censure totalitaire du gouvernement Netanyahu – qui, selon l'ancien agent de la CIA Larry Johnson et l'ancien inspecteur nucléaire Scott Ritter – dans leurs interviews respectives avec le célèbre juge Napolitano –, auraient endommagé un tiers (méga-sic !) d'Israël.

Selon Alastair Crooke, Israël a infligé des dommages importants à l'Iran – les assassinats télécommandés de 30 hauts responsables militaires, à l'instar de la décapitation de la direction du Hezbollah au Liban, et de 11 scientifiques nucléaires de premier plan avec leurs familles, grâce à l'espionnage vulgaire de l'Argentin Rafael Grossi qui a donné au Mossad les renseignements pour la localisation de leurs domiciles.

Alastair Crooke rejette la propagande dithyrambique de Trump selon laquelle il aurait anéanti le programme nucléaire civil iranien. Tout au plus, en attendant des preuves à l'appui, le programme aurait été retardé de quelques semaines ou quelques mois au maximum, si l'Iran décidait de fabriquer la bombe nucléaire qu'il ne possède pas, une fable inventée par Netanyahu il y a 30 ans (sic). Alastair Crooke cite abondamment le scepticisme de l'éminent scientifique Ted Postol du MIT quant à cette destruction. Alastair Crooke estime que cette cyberattaque massive a désormais été mise à jour et qu'il ne sera pas facile de la répéter.

Contrairement à ce que diffusent les médias occidentaux goebbeliens contrôlés par Israël, les défenses aériennes iraniennes sont désormais pleinement opérationnelles et bénéficient de l'aide de la Chine.

Alastair Crooke adopte la thèse du théâtre Kabuki, conjecturée tant par Scott Ritter que par moi-même : les États-Uniens avaient prévenu à l'avance les Iraniens – de leur bombardement des trois centrales nucléaires de Natanz, Ispahan et Fordow – peut-être par l'intermédiaire de l'ambassade suisse à Téhéran ou via Oman.

À l'époque, j'avais avancé que l'Iran avait transféré 400 kg d'uranium enrichi à 60 % vers un autre site et que, curieusement, aucune radiation n'avait été détectée. Alastair Crooke considère comme enterrée la perfide inspection de l'AIEA menée par l'Argentin Rafael Grossi, qui a utilisé le programme de renseignement MOSAIC de Palantir contre l'Iran [2].

Selon Alastair Crooke, la réponse de l'Iran, par le biais de ses missiles hypersoniques indétectables et imparables, a été très sévère, allant jusqu'à frapper le centre du Mossad à Herzliya, en plus de la destruction de l'institut scientifique Weizmann et de la raffinerie du port de Haïfa.

Alastair Crooke affirme que les Américains (méga-sic) et les Israéliens ont tiré 93 (sic) missiles défensifs THAAD (Thermal High Altitude Area Defense) dysfonctionnels d'une valeur de 1,2 milliard de dollars.

Ce sont les Israéliens qui ont imploré Trump de déclarer un cessez-le-feu par l'intermédiaire d'Oman. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran, critiquent le fait que le pays n'aurait jamais dû accepter le cessez-le-feu alors qu'il tenait Israël à genoux.

[1] « *Tout ce que vous devez savoir sur la guerre avec l'Iran (avec Alastair Crooke)* », The Chris Hedges YouTube Channel, 11 juillet 2025.

[2] « *L'Argentin Rafael Grossi, directeur de l'AIEA, a failli déclencher une guerre nucléaire* », par Alfredo Jalife-Rahme , Traduction Maria Poumier, La Jornada (Mexique) , Réseau Voltaire, 28 juin 2025.

Ukraine.

Conflit en Ukraine : Trump brandit la menace de droits de douane secondaires - RT 14 juil. 2025

« *Nous sommes très mécontents, je le suis, de la Russie* ». Depuis le bureau ovale, où il recevait ce 14 juillet le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, le président des États-Unis a de nouveau fait part aux journalistes de son agacement vis-à-vis de son homologue russe Vladimir Poutine.

« *Nous en discuterons peut-être un autre jour, mais nous sommes très, très mécontents d'eux* », a-t-il notamment déclaré à l'égard de la Russie, à l'issue de sa rencontre avec Rutte, avant de brandir la menace des droits de douane.

Ces derniers seront « *très sévères* » – d'« *environ 100%* », a-t-il averti – « *si nous n'avons pas un accord d'ici 50 jours* ». « *On les appellerait des droits de douane secondaires* », a précisé Trump, indiquant ainsi que cette mesure unilatérale viserait les partenaires commerciaux de Moscou. RT 14 juil. 2025

En complément.

- Axios rapporte désormais que Poutine aurait informé Trump de son intention d'«intensifier» l'offensive russe estivale dans les 60 prochains jours, l'objectif étant, selon certaines sources, de s'emparer du reste du territoire russe nominal, à savoir les régions de Donetsk, Lougansk et Zaporojie.

Axios : « *Selon Trump, Poutine lui aurait parlé de son intention d'intensifier l'offensive en Ukraine dans les 60 prochains jours.*

Trump a partagé les détails de sa conversation avec le dirigeant russe avec son homologue français Macron, ajoutant : «Il veut tout prendre».

C'est après cette conversation, selon la publication, que Trump a critiqué Poutine et promis d'augmenter les livraisons d'armes à l'Ukraine».

Si ces informations sont fondées, le «*préavis de 50 jours*» de Trump semblerait concorder avec le calendrier de Poutine, étant donné que la conversation a eu lieu il y a quelques jours, et que le «*plan de 60 jours*» de Poutine coïnciderait donc presque exactement avec la date butoir de Trump.

L'interprétation la plus simple pourrait être que Trump donne à la Russie deux mois pour s'emparer des territoires qu'elle revendique, après quoi le coup de massue tombera.

Comme toujours, c'est du côté des armes que réside la plus grande ambiguïté. Personne ne semble savoir précisément quelles armes et de quel lot seront envoyées, mais selon CNN, tout cela

ressemble à du déjà-vu, mais simplement «*reconditionné*» avec un nouveau prix. Désormais, ces armes seront payées par les contribuables européens – une victoire pour les États-Unis, il faut bien l'admettre.

La menace de sanctions était également lourde de sens. Trump les a qualifiées de «*droits de douane sur la Russie*», mais en réalité, il s'agit simplement de droits de douane sur les alliés des États-Unis:

La Russie n'exporte pratiquement rien vers les États-Unis qui puisse être «taxé». La menace est ici dénuée de sens, car ces autres poids lourds ne toléreront pas la menace de Trump, le forçant à reculer au dernier moment, comme d'habitude, puis à crier victoire après avoir obtenu un autre «accord» de façade.

En conclusion : toute cette mascarade semble être un tour de passe-passe sournois mais brillant de la part de Trump, qui donne une fois de plus l'apparence d'une «*action*» majeure contre la Russie pour faire taire les critiques et apaiser les néoconservateurs, alors qu'en réalité, il ne fait pas grand-chose pour favoriser les efforts de guerre de l'Ukraine, si ce n'est remettre le statu quo sous assistance respiratoire. Cet acte vise à jouer sur les deux tableaux, à alléger la pression sur lui-même, sans compromettre outre mesure sa relation avec Poutine, dans l'espoir qu'il puisse encore obtenir l'armistice qui lui a valu le prix Pulitzer.

Il est à noter que les articles haut de gamme comme les missiles JASSM étaient tous absents de la discussion, contrairement aux prédictions optimistes de la galerie des cacahuètes la veille. De même, dans l'article du *Financial Times* mentionné précédemment, Pistorius a une fois de plus catégoriquement rejeté – pour la énième fois – l'envoi de missiles Taurus en Ukraine.

La question la plus importante est de savoir si Trump a désormais officiellement pris en charge la guerre, malgré ses faibles tentatives d'imputer ses échecs persistants à Biden ; beaucoup le pensent. Mais je soupçonne toujours Trump de faire de son mieux pour jouer le rôle du maître sévère et impatient afin de montrer sa «*dureté*» contre Poutine à son audience de l'État profond, tout en s'efforçant de ne pas trop nuire aux relations américano-russes.

Par exemple, il y a deux jours, de «*hauts responsables*» ont déclaré au *Financial Times* que Trump considérait toujours Zelensky comme le principal obstacle à la paix. reseauinternational.net 16 juillet 2025

J-C – Ils sont concurrents ou ennemis, et quand les intérêts fondamentaux du capitalisme sont en jeu ou menacés, ils deviennent des alliés contre tous les peuples opprimés...

Lu.

Le président Volodymyr Zelensky vient de transmettre au Parlement une pétition proposant la légalisation de la production pornographique dans le pays, une mesure qui, au-delà de sa controverse, montre clairement la dégradation institutionnelle, morale et culturelle de l'Ukraine sous la tutelle occidentale.

Cette proposition a vu le jour après qu'une pétition publique a recueilli plus de 25 000 signatures, le nombre requis pour que les autorités soient tenues de l'examiner. La pétition a été soumise par une travailleuse du sexe sur OnlyFans, Svetlana Dvornikova, qui affirme que son contenu pour adultes

génère des «*recettes pour l'État*», tout en se plaignant d'être la cible d'enquêtes pour évasion fiscale et violation des lois ukrainiennes contre la pornographie, en vigueur depuis 2009.

Sans surprise, ce type de mesure est largement soutenu par l'Occident libéral. Cependant, derrière la rhétorique idéologique de la «*liberté sexuelle*» et de «*l'autonomie corporelle*», ce que nous voyons en réalité, c'est l'institutionnalisation de l'exploitation humaine au nom du profit. Au lieu de protéger la dignité des femmes ukrainiennes, le régime de Zelensky choisit de régulariser un marché qui a historiquement alimenté la traite des êtres humains, les abus et la décomposition sociale. Cette mesure n'est pas seulement une attaque directe contre les valeurs familiales traditionnelles, la moralité publique et la protection des enfants, mais aussi une tentative désespérée de lever des fonds pour soutenir un État en ruine.

Le principal argument avancé par les partisans de la proposition est celui des recettes fiscales : Dvornikova affirme avoir payé plus de 40 millions de hryvnias (près d'un million de dollars) d'impôts ces dernières années. Des députés tels que Daniil Getmantsev et Yaroslav Zheleznyak reprennent cette logique, affirmant que les créateurs de contenu pour adultes pourraient générer des revenus supplémentaires pour financer l'effort de guerre. Ce raisonnement, en plus d'être moralement indéfendable, révèle le véritable désespoir financier du régime ukrainien, prêt à vendre la dignité de ses femmes en échange de miettes fiscales.

Plus alarmant encore, le nombre croissant de scandales liés à l'exploitation sexuelle et à la traite des êtres humains en lien avec la guerre. Des rapports récents indiquent que de nombreuses femmes et filles ukrainiennes qui ont fui vers l'Europe sont victimes de réseaux d'exploitation, souvent alimentés par les conditions précaires créées par le conflit. Au lieu de lutter contre ce phénomène, le régime choisit de le normaliser et de l'institutionnaliser, suivant une logique néolibérale qui transforme les corps en marchandises et la souffrance en profit.

La tentative de légaliser la pornographie alors que le pays est en ruines est un autre exemple flagrant de la façon dont l'Ukraine, sous la direction de Zelensky et sous l'influence directe des puissances occidentales, a complètement abandonné les principes de souveraineté, de dignité et de bien commun. La guerre n'est plus seulement un conflit armé avec la Russie, c'est aussi une guerre contre la dignité même du peuple ukrainien. L'offensive n'est pas seulement militaire, elle est aussi culturelle et morale.

Dans ce scénario, ce que nous voyons n'est pas un gouvernement soucieux de son peuple, mais une administration défailante dominée par des intérêts étrangers et des agendas mondialistes. Alors que le sang continue de couler dans les tranchées, l'élite de Kiev mise sur la pornographie pour accroître ses profits – et, clairement, pour offenser davantage les valeurs traditionnelles. Tel est le vrai visage du régime que l'Occident s'obstine à défendre comme un symbole de «*démocratie*» et de «*liberté*».

Source : Strategic Culture Foundation 13 juillet 2025

Chine.

Guerre en Ukraine : Xi Jinping défie les États-Unis en soutenant Moscou - Paris Match 15 juillet 2025

Le mardi 15 juillet, le président chinois Xi Jinping a appelé à un renforcement du soutien mutuel entre Pékin et Moscou, alors que les États-Unis intensifient leurs pressions pour obtenir la fin de la guerre en Ukraine. Allié stratégique de la Russie sur les plans diplomatique et économique, la Chine n'a jamais condamné l'invasion lancée en février 2022, ni exigé le retrait des troupes russes du territoire ukrainien.

Malgré ces appels, Pékin et Moscou doivent « *mettre en œuvre le consensus important* » atteint avec le président russe Vladimir Poutine, et « *renforcer leur soutien mutuel dans les forums multilatéraux* », a affirmé mardi Xi Jinping, selon l'agence officielle Chine nouvelle.

Les deux pays doivent également « *unir les pays du Sud global et promouvoir le développement de l'ordre international dans une direction plus juste et plus raisonnable* », a-t-il ajouté au ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, selon la même source.

Les déclarations de M. Xi surviennent quelques heures seulement après que le président américain Donald Trump a averti les partenaires commerciaux de la Russie qu'il imposerait des droits de douane « très sévères » pouvant atteindre 100 % si Moscou ne mettait pas fin à la guerre d'ici 50 jours.

Or, la Chine est un partenaire commercial majeur de la Russie, avec qui elle a échangé l'an dernier un montant record de biens à hauteur de 240 milliards d'euros, d'après des chiffres officiels des douanes chinoises.

Réagissant à la menace brandie par M. Trump, Pékin a fustigé mardi un acte de « *coercition* », affirmant qu'il était inutile.

« *La Chine s'oppose fermement à toute sanction unilatérale illégale et à toute juridiction extraterritoriale [...] La coercition et les pressions ne mènent nulle part* », a déclaré lors d'un point presse régulier un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

L'entretien de M. Lavrov avec Xi Jinping se tenait dans le cadre de l'organisation en Chine d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

L'OCS regroupe 10 pays dont la Chine, la Russie, l'Iran, l'Inde et le Pakistan. Elle entend faire contrepoids aux organisations occidentales et renforcer la coopération en matière de politique, de sécurité ou encore de commerce.

Mardi, Xi Jinping a souligné que « *la confiance politique mutuelle* » entre les États membres de l'OCS s'était « *renforcée* », selon la télévision d'État CCTV. L'OCS est parvenue « *à explorer une voie de coopération régionale qui suit les tendances de l'époque, et répond aux besoins de toutes les parties, devenant un modèle pour un nouveau type de relations internationales* », a-t-il ajouté.
Paris Match 15 juillet 2025